

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Commission des ressources marines,
des mines et de la recherche

Papeete, le 10 AOUT 2018

N° 93-2018

RAPPORT

**Document mis
en distribution**

Le 10 AOUT 2018

relatif à un projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2017 du Centre des métiers de la mer de Polynésie française et affectation de son résultat,

présenté au nom de la commission des ressources marines, des mines et de la recherche,

par Madame la représentante Tapeta TETOPATA

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 4533/PR du 12 juillet 2018, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2017 du Centre des métiers de la mer de Polynésie française et affectation de son résultat.

Le document qui est présenté à notre appréciation a été examiné par le conseil d'administration de l'établissement dans sa séance du 10 avril 2018.

1 - RAPPEL DES MISSIONS ET DES MOYENS

1-1 Les missions

Le Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF) est un établissement public administratif créé par délibération n° 80-20 du 14 février 1980 modifiée. Ses attributions actuelles ont été fixées par l'arrêté n° 852 CM du 4 juin 2014 modifié portant transformation et réorganisation de l'Institut de formation maritime - pêche et commerce en Centre des métiers de la mer de Polynésie française.

L'établissement a une compétence générale dans le domaine de la formation maritime, qui recouvre les formations relatives aux pêches maritimes, aux cultures marines, à la marine marchande, au *yachting* professionnel, ainsi que les activités liées aux métiers de la production, du traitement et de la conservation des produits de la mer.

Le CMMPF a vocation notamment à accompagner le développement des grands projets économiques maritimes publics ou privés en Polynésie française par la formation professionnelle aux métiers du secteur maritime et para-maritime.

1-2 Les moyens humains

L'établissement, dirigé depuis le 1^{er} juin 2012 par M. François VOIRIN, dispose de 18 postes budgétaires au cours de l'exercice 2017. Parmi ces postes, 10 sont occupés par des agents non permanents et 1 poste est vacant car porté à concours de catégorie A.

Les charges salariales pour l'année 2017, d'un montant de 102 200 918 F CFP ont représenté 54,9 % des dépenses de fonctionnement de l'établissement, soit une diminution de 0,05 % par rapport à l'exercice 2016.

1-3 Les moyens financiers

Les ressources de l'établissement proviennent essentiellement d'une subvention de fonctionnement du Pays, des prestations de service et d'une subvention de l'État. Elles se décomposent comme suit :

1-3-1 *Les ressources en section de fonctionnement*

Variation en section Fonctionnement sur les trois dernières années	Année 2015		Année 2016		Année 2017	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Prestations de services	20 249 500	11	21 101 585	10	18 442 500	9,61
Subvention du Pays	166 000 000	87	160 190 000	76	160 190 000	83,47
Subvention de l'État	3 613 418	2	3 699 284	2	3 699 284	1,93
Autres produits de gestion courante	717 199	0	2 112 194	1	455 066	0,24
Produits financiers	29 941	0	40 996	0	41 114	0,02
Produits exceptionnels	0	0	19 954 724	9	9 090 123	4,74
Reprises sur amortissements et provisions	0	0	4 000 000	2	0	0
TOTAL	190 610 058	100	211 098 783	100	191 918 087	100

L'établissement a bénéficié de la subvention d'exploitation du Pays au titre de l'année 2017 pour un montant de 160 190 000 F CFP, soit un montant reconduit à l'identique par rapport au montant de l'année précédente.

La somme de 18 442 500 F CFP inscrite en prestations de services correspond aux recettes des formations payantes dispensées par le CMMPF.

La Caisse de prévoyance sociale a procédé au paiement des indemnités journalières du personnel en arrêt de travail pour un montant de 455 066 F CFP.

L'État a, quant à lui, accordé une subvention d'un montant de 3 699 284 F CFP, montant reconduit à l'identique par rapport au montant de l'exercice 2016.

1-3-2 *Les ressources en section d'investissement*

Évolution des ressources en Investissement	Année 2015		Année 2016		Année 2017	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Provisions pour risques et charges	0	0	4 000 000	18	0	0
Amortissements des immobilisations incorporelles	5 164 745	25	5 238 477	23	5 383 107	29
Amortissements des immobilisations corporelles	15 403 755	75	13 476 787	59	13 455 317	71
TOTAL	20 568 500	100	22 715 264	100	18 838 424	100

En section d'investissement, les ressources de l'établissement se sont élevées à 18 838 424 F CFP.

Les « *amortissements des immobilisations incorporelles* » concernent les frais de recherche et de développement, les logiciels acquis ou sous-traités et les logiciels créés. Les « *amortissements des immobilisations corporelles* » concernent quant à eux les installations, agencements et aménagements des constructions, matériel acquis, outillages acquis, matériel de transport, bureau, informatique et mobilier acquis.

2 - LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

2-1 Faits marquants relatifs à l'activité de formation de l'établissement

Les faits marquants de l'année 2017 en matière d'actions de formation se rapportent aux formations longues continues aussi appelées formations modulaires.

➤ *La mise en place de mesures de remédiation*

Suite à plusieurs réunions techniques avec la DPAM, le SEFI et le CFPD notamment, il a été décidé de mettre en place trois mesures de remédiation :

- 1) Il a tout d'abord été décidé de mettre en place, en amont des formations proposées par l'établissement, des sessions de formation de remise à niveau des savoirs de base (français et mathématiques). Le CMMPF a bénéficié de l'expérience du SEFI dans l'évaluation du niveau scolaire des individus intéressés par son offre de formations et dans la mise en place des sessions de remise à niveau.

En 2017, ces sessions, dispensées par le GREPFOC, ont bénéficié aux stagiaires des formations de Brevet de Capitaine 200 (BC 200), Certificat d'Initiation Nautique option Pêche (CIN-Pêche) et Brevet de Capitaine de Pêche Côtière (BCPC) et affichent, pour chaque formation, respectivement un taux de réussite moyen de 56 %, de 39 % et de 64 %.

- 2) Il a ensuite été décidé d'organiser au sein de l'établissement des examens blancs afin de mettre les stagiaires en situation d'examen. Cette mesure a été appliquée pour les trois formations précitées.
- 3) Enfin, la dernière mesure de remédiation mise en place cette année a consisté à placer, à titre expérimental, les stagiaires de la formation CIN-Pêche en alternance par le biais du CAE rénové. Ce dispositif a donc permis en 2017 à 14 stagiaires d'aborder non seulement les aspects théoriques de cette formation au CMMPF mais aussi ses aspects pratiques en entreprises.

Pour leur donner toutes les connaissances dans le domaine avant de les placer en formation, le Centre a décidé de leur offrir l'intégralité de la formation théorique, durant les 10 premières semaines, avant de les placer en entreprise les 37 dernières semaines. L'équipe pédagogique reste néanmoins à la disposition du stagiaire, s'il requiert davantage de savoirs et de savoir-faire. L'établissement organise, à cet effet, des rencontres auprès des différents armateurs pour établir un bilan pédagogique individuel.

➤ *L'exécution de formations délocalisées au bénéfice des archipels éloignés*

En 2017, trois sessions de formation ont bénéficié aux archipels éloignés.

Du 21 août au 13 octobre, une session du Brevet de Mécanicien 250kW (BM 250kW) s'est déroulée à Raiatea. Une convention a permis au CMMPF de bénéficier du concours du CFPA en termes de moyens humains et logistiques (diffusions de la formation, inscription des différents candidats, mise à disposition des locaux). Cette session a profité à 13 stagiaires qui ont tous obtenu leur brevet.

Deux sessions de la formation Certificat de Pilote Lagonaire - Pêche et Culture Marine (CPL-PCM) ont également été organisées à Hao et Amanu, du 13 février au 14 avril puis du 2 octobre au 17 novembre. Elles ont profité à 30 candidats au total dont 26 ont été admis, soit un taux de réussite global de 87 %.

Le CMMPF soulève la participation active de la commune de Hao qui a diffusé la formation auprès de la population, facilité le recensement des divers participants et reçu puis transmis les dossiers d'inscription. À travers une convention, elle a également, à titre gracieux, mis ses locaux à disposition du Centre pour dispenser les cours.

2-2 Faits marquants en périphérie de l'activité de formation de l'établissement

➤ *La rénovation des salles de cours et la réalisation d'une cafétéria destinée aux stagiaires*

Toujours dans le but d'améliorer les conditions d'accueil des stagiaires et de répondre aux exigences de la réforme de la formation professionnelle maritime (*normes prévues dans la convention STCW 2010, applicable aux formations des gens de mer*), le CMMPF entame sa deuxième année de réalisation de travaux de rénovation. À cet effet, les salles lagon 1 et 2 ont été rénovées totalement, le local archives transformé en cafétéria, les toilettes publiques rénovées et ré-agencées. L'établissement dans son ensemble, intérieur et extérieur, a reçu une peinture neuve.

➤ *Acquisition de matériels pédagogiques*

Pour se conformer aux normes de la convention STCW et détenir les moyens pédagogiques pour former, le Centre a procédé à l'acquisition de 2 bancs didactiques (un banc froid et un banc hydraulique) pour équiper ses ateliers.

➤ *La mise en place d'une nouvelle application d'enregistrement des Agréments, des Modules et des Formations et pour le suivi des Évaluations de la formation professionnelle maritime (AMFORE)*

L'application AMFORE (Agréments, Modules, Formations, Evaluations) constitue un lien dématérialisé entre l'ensemble des acteurs de la formation professionnelle maritime (services de l'État, prestataires de formation, évaluateurs et présidents de jury).

Elle vise à sécuriser le suivi de l'ensemble du processus de formation (*enregistrement des agréments des prestataires, organisation des formations spécifiques, délivrance des attestations de suivi et de réussite et des relevés de notes*).

Le CMMPF, en relation directe avec le service des affaires maritimes de l'État et en attente de la validation de ce dernier, n'en est cependant qu'au stade de l'insertion des données relatives aux formations BC 200, Certificats de Matelot Pont et BM 250kW.

➤ *Le projet d'émergence des armateurs de la flottille thonière au fonds paritaire de gestion*

À l'heure actuelle, ce projet demeure sans suite. Les formations spécifiques suivies par les marins de la pêche sont prises en charge par leurs armateurs.

3 - LES ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES DE L'ANNÉE 2017

3-1 Les formations professionnelles continues ou formations modulaires

Toutes les formations professionnelles continues réalisées en 2017 ont été validées en conseil d'administration par délibération du 24 janvier 2017.

➤ *Le taux de réalisation des programmes de formation (prévues/réalisées)*

Nombre de sessions	2014	2015	2016	2017
Total Pêche	3/3	3/3	6,5/6,5	5/5
Total Plaisance	2/2	3/2	-	-
Total Commerce	8/8	6/7	5/5	6/6
Total général	13/13	12/12	11,5/11,5	11/11

À l'instar des années précédentes, le taux de réalisation des programmes de formations modulaires de l'année 2017 est de 100 %.

➤ *Les effectifs en formation et les taux de réussite aux examens*

Effectifs des stagiaires en formation	2014 (inscrits/admis)	2015 (inscrits/admis)	2016 (inscrits/admis)	2017 (prévus/inscrits/admis)	Taux de présence en formation 2017
Taux de réussite Secteur pêche (stagiaires/admis)	40/39 (97,5 %)	38/09 (24 %)	87/55 (63 %)	88/72/45 (62 %)	82 % (- 16 stagiaires prévus)
Taux de réussite Secteur Commerce (Pont+Machine)	99/89 (90 %)	96/81 (84 %)	68/64 (93 %)	100/80/73 (91 %)	80 % (- 20 stagiaires prévus)
Total				188/152/118	81 % (- 36 stagiaires prévus)

Pour l'année 2017, le taux d'entrée — c'est-à-dire, le nombre d'individus ayant effectivement suivi la formation (stagiaires) rapporté au nombre d'individus qui s'y étaient inscrits — en formations modulaires est de 81 %, soit 36 stagiaires en moins. Trois formations ont été particulièrement impactées :

- la formation Certificat de Pilote Lagonaire - Pêche et Cultures Marines qui s'est déroulée à Hao et Amanu a reçu 10 stagiaires en moins par rapport au nombre qui avait été prévu. Cet état de fait s'explique par un faible taux de réussite aux épreuves de sélection ;
- la formation Brevet de capitaine 200 qui a comptabilisé 7 stagiaires en moins par rapport à l'effectif prévu, en raison des conditions d'accès plus restreintes résultant des amendements de Manille qui ont modifié la convention STCW en 2010 ;
- la formation Permis de Conduire les Moteurs Marins 250 kW qui a réalisé un effectif de 11 stagiaires en moins par rapport à l'effectif prévu suite à des désistements et des abandons.

En ce qui concerne les taux de réussite aux examens, ils sont très satisfaisants, tant dans le secteur de la pêche que dans celui du commerce.

Il faut noter cependant qu'aucune formation dans le secteur de la plaisance n'a été réalisée cette année.

3-2 Les formations spécifiques

Il s'agit de formations courtes (*maximum 2 semaines*), payantes et obligatoires dans le cadre de l'évolution et/ou du maintien des compétences de tout marin professionnel.

➤ *Le taux de réalisation des programmes de formation (prévues/réalisées)*

	2014 (réalisées)	2015 (réalisées)	2016 (réalisées)	2017 (prévues/réalisées)	Taux 2017
Nbre de sessions	25	41	52	53/78	+ 47 %

Depuis 2015, le nombre de sessions de formation spécifiques connaît une augmentation progressive, passant ainsi de 41 sessions réalisées en 2015 à 78 en 2017, soit une augmentation de 90 % par rapport à 2015.

On constate néanmoins des difficultés à prévoir le nombre de sessions nécessaires pour ce type de formation. Certaines ont ainsi été écartées par manque de candidats (1 session du Certificat Restreint d'Opérateur dite CRO, 2 sessions du module 5 Pêche et 1 session pour la formation spécifique sûreté). D'autres ont été rajoutées à la demande des professionnels. Ainsi, 27 sessions au total, non prévues, ont été réalisées cette année dans les formations CRO, Sécurité navire à passager (SNP), Simulateur radar, Sécurité des personnes et responsabilités sociales (SPRS), Technique individuelle de survie (TIS), Revalidation CRO et Sensibilisation sûreté (SA).

➤ *Les effectifs en formation et les taux de réussite aux examens*

Les entrées en formation et la répartition des réussites aux examens par type de public pour l'année 2017 se déclinent comme suit :

			2014 (entrés/admis)	2015 (entrés/admis)	2016 (entrés/admis)	2017 (entrés/admis)
Effectifs en formation	Professionnels	Pêche	-	26/26	41/41	67/62
		Plaisance	-	23/23	53/53	42/42
		Commerce	135/135	216/215	302/300	534/523
	Demandeurs d'emploi	-	32/32	-	30/30	
Total stagiaires en formation			135/135	297/296	396/394	673/657

Pour 2017, le taux d'entrée en formations spécifiques est de 94 %. Par rapport à 2016, on note une augmentation des entrées en formation dans les secteurs de la pêche (+ 49 %) et du commerce (+ 46 %).

Globalement, le taux de réussite reste très satisfaisant (97,6 %), malgré une baisse de 1,8 point par rapport à 2016, notamment dans le public des professionnels de la pêche.

Concernant les demandeurs d'emploi, on recense 30 candidatures à des formations spécifiques qui permettent d'obtenir le certificat de formation de base à la sécurité (CFBS) : en SPRS (10 individus), en TIS (10 individus), en SNP (9 individus) et en SA (1 individu). L'obtention de ce titre permet à son titulaire d'embarquer sur un navire de commerce, de plaisance ou de pêche, en attendant éventuellement de passer les formations adéquates selon ses objectifs professionnels. Les frais de formation sont entièrement supportés par le candidat.

3-3 Le nombre d'heures dispensées et le coût des formations

Nombre d'heures	2014 (réalisées)	2015 (réalisées)	2016 (réalisées)	2017 (prévues/réalisées)
Form. Modulaires	4 984	5 180	5 554	4 514/ 4 578
Form. spécifiques	671	519	782	1 221/ 2 856
Total général	5 655	5 699	6 336	5 735/ 7 434

Concernant les formations modulaires, des sorties pédagogiques ont été organisées par le CMMPF auprès de certains organismes, tels que le Service de Météorologie de la Polynésie française ou le Centre de coordination et de sauvetage en mer. L'établissement a également effectué la visite des navires Tuhaa Pae 2, Aranui 5 et Tahiti Nui, ainsi que des structures du port de pêche et du remorqueur du port.

Concernant les formations spécifiques, l'augmentation du nombre d'heures dispensées est en adéquation avec l'ajout de 25 sessions de formation en plus par rapport aux prévisions.

Coût de la formation (en F CFP)	2014 (réalisé)	2015 (réalisé)	2016 (réalisé)	2017 (prévu/réalisé)
Indemnités stagiaires	27 058 764	23 075 219	24 644 329	29 448 488 27 429 260
Prestataires	19 229 267	12 883 666	18 536 327	11 848 000 9 602 259
Total général	46 288 031	35 958 885	43 180 656	41 296 488 37 031 519

Sur les 152 stagiaires entrés en formation, près de 122 ont bénéficié d'une indemnité de formation professionnelle, soit un montant total de 27 429 260 F CFP.

Le reliquat de 2 245 741 F CFP dans l'enveloppe budgétaire allouée aux divers prestataires s'explique par la réduction du nombre de sessions portant sur la formation médicale 1 dispensée par la Fédération Polynésienne de Protection Civile ainsi que sur la formation de base à la lutte contre l'incendie dispensée par ARGOS. Le Centre a aussi révisé le nombre de sessions en fonction du nombre réel d'individus.

4 - EXAMEN DU COMPTE FINANCIER

À la clôture de l'exercice 2017, le compte financier de l'établissement se présente comme suit :

	SECTION FONCTIONNEMENT	SECTION INVESTISSEMENT	TOTAL
RECETTES	191 918 087	18 838 424	210 756 511
DÉPENSES	186 022 078	57 130 691	243 152 769
RÉSULTAT	5 896 009	- 38 292 267	- 32 396 258

Évolution de la structure financière de l'établissement

ACTIF	2015	2016	2017	PASSIF	2015	2016	2017
Actif immobilisé	57 403 944	77 068 067	106 431 506	Capitaux propres	226 673 310	224 229 696	221 196 877
Actif circulant	184 413 978	152 163 524	124 761 642	Dettes	15 096 612	4 695 600	9 815 329
				Recettes à classer	48 000	306 295	180 942
TOTAL	241 817 922	229 231 591	231 193 148	TOTAL	241 817 922	229 231 591	231 193 148

L'actif immobilisé atteint un montant de 106 431 506 F CFP, soit une augmentation de 38 % par rapport à l'exercice 2016. Cette hausse résulte principalement de l'acquisition de biens matériels au chapitre 21, déduit des amortissements. L'actif immobilisé se compose des immobilisations :

- incorporelles (chapitre 20) pour un montant total de 21 362 482 F CFP ;
- corporelles (chapitre 21) pour un montant total de 85 069 024 F CFP.

L'actif circulant, d'un montant de 124 761 642 F CFP, soit une baisse de 18 % par rapport à l'exercice précédent, se compose notamment des comptes :

- « *Clients divers (compte 411)* », correspondant à la facturation des formations et modules spécifiques, non recouverts, pour un montant total de 8 215 002 F CFP, dont l'évolution de ces dernières années est détaillée comme suit :
 - l'exercice 2013, pour un montant de 16 718 F CFP ;
 - l'exercice 2015, pour un montant de 557 130 F CFP ;
 - l'exercice 2016, pour un montant de 848 683 F CFP ;
 - l'exercice 2017, pour un montant de 6 792 471 F CFP.
- « *Subventions d'exploitation (compte 4417)* », correspondant à la subvention de fonctionnement attribuée par l'État au titre de l'année 2017 et mandatée en fin d'année pour un montant de 3 699 284 F CFP.
- « *Compte au Trésor (compte 515)* », d'un montant de 112 847 356 F CFP.

Le passif représente l'ensemble des ressources de l'établissement depuis sa création, composées des :

- Capitaux propres, pour un montant total de 221 196 788 F CFP, composés :
 - * des réserves (compte 106) accumulées les exercices précédents pour un montant total de 205 706 247 F CFP ;

- * du « *résultat de l'exercice (bénéfices)* » (compte 120) d'un montant de 5 896 009 F CFP provenant du résultat excédentaire en section de fonctionnement à la clôture budgétaire de l'exercice 2017 ;
 - * des « *subventions d'investissement* » (compte 13), d'un montant de 9 594 621 F CFP qui correspond à la valeur nette comptable au 31 décembre 2017 des subventions d'investissement obtenues par le CMMPF via le Pays.
- Dettes, dépenses en section de fonctionnement mandatées en fin d'année et durant la période complémentaire, soit du 1^{er} janvier 2018 au 25 janvier 2018, pour un montant total de 9 815 329 F CFP.
 - Recettes à classer qui correspondent à des recettes perçues avant émission de titre, pour un montant total de 180 942 F CFP.

5 - AFFECTATION DES RÉSULTATS

Le montant définitif des recettes pour l'exercice 2017 est arrêté à 210 756 511 F CFP et, celui des dépenses, à 243 152 769 F CFP.

Le compte financier du CMMPF présente ainsi un résultat global déficitaire de 32 396 258 F CFP. Ce déficit vient diminuer le fonds de roulement de l'établissement, qui passe de 147 161 629 F CFP à 114 765 371 F CFP à la clôture de l'exercice budgétaire 2017. Ce montant représente 251 jours d'autofinancement.

Le résultat excédentaire en section de fonctionnement, d'un montant de 5 896 009 F CFP est, quant à lui, affecté au compte 1068 « *Autres réserves* ».

6 – TRAVAUX EN COMMISSION

L'examen de ce dossier en commission des ressources marines, des mines et de la recherche, dans sa séance du mardi 7 août 2018, a permis aux membres d'aborder la question du montant des formations facturées et non recouvrées en 2017 (1), la coopération avec les services maritimes du Pays et de l'État (2), la difficulté à recruter du personnel suffisamment qualifié (3), l'idée d'aller vers des formations plus adaptées (4) et enfin, le fait que les formations ne soient que partiellement assumées et les difficultés pour les stagiaires à faire valider leurs diplômes (5).

6-1 Le montant des formations facturées et non recouvrées en 2017 (compte 411)

L'établissement a déjà pris en compte ce phénomène récurrent de retard de règlement des formations dispensées et a aujourd'hui mis en place un système de paiement des frais de formation avant l'entrée en formation, ce qui n'était le cas auparavant, étant précisé que le principal débiteur de ces frais de formation est actuellement le Pays.

6-2 La coopération avec les services maritimes du Pays et de l'État

Le CMMPF coopère avec deux services des affaires maritimes différents, la Direction polynésienne des affaires maritimes (Pays), compétente pour délivrer les agréments à l'issue des formations de pêche, et le Service d'État des affaires maritimes en Polynésie française, compétent pour délivrer les brevets à l'issue des formations en marine marchande.

Dans son partenariat avec l'État, le Centre, en plus d'être un centre de formation, est également un centre d'examen, ce qui n'est pas le cas avec la DPAM, qui assure elle-même l'organisation des examens relevant des compétences du Pays.

À ce propos, il a été précisé que la programmation des formations puis des examens est plus aisée pour l'établissement lorsqu'il est lui-même chargé de l'organisation des examens.

6-3 La difficulté à recruter du personnel suffisamment qualifié

L'établissement peine à recruter des formateurs hautement qualifiés et peine encore davantage à les garder. Peu de personnes en Polynésie ayant le niveau licence, le Centre recourt régulièrement à l'embauche de métropolitains en contrat à durée déterminée.

Cependant, du fait de l'obligation, pour pouvoir continuer à naviguer, de comptabiliser au moins 6 mois de navigation au cours des 5 dernières années, ces formateurs restent rarement au-delà de 4 années car, contrairement à ce qui prévaut en France métropolitaine, le temps passé à former au Centre ne leur permet de satisfaire à cette obligation.

6-4 La programmation de formations adaptées

La réalisation de sessions de formation pour l'obtention du Certificat de Pilote Lagonaire - Pêche et Culture Marine à Hao et Amanu, en prévision du projet de ferme aquacole à Hao, a été saluée.

En outre, les membres de la commission souhaiteraient la création d'un type de CAE adapté aux métiers de la mer afin de permettre aux stagiaires en CAE de rester sur la durée d'un cursus de formation entier et non pas seulement sur une année.

6-5 Des missions partiellement assumées et des difficultés de validation des diplômes

Enfin, il a été déploré, d'une part, le fait que les missions de l'établissement soient, à ce jour, incomplètement réalisées, par manque de structures adaptées et, d'autre part, le fait que les armateurs ne jouent pas toujours le jeu en accueillant pas les stagiaires pour leur permettre de valider leur diplôme.

*
* *

À l'issue des débats, le projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2017 du Centre des métiers de la mer de Polynésie française et affectation de son résultat, a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission.

En conséquence, la commission des ressources marines, des mines et de la recherche, propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.

LE RAPPORTEUR

Tapeta TETOPATA

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : IFM1800324DL

DÉLIBÉRATION N°

/APF

DU

portant approbation du compte financier de l'exercice 2017 du Centre des métiers de la mer de Polynésie française et affectation de son résultat

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 80-20 AT du 14 février 1980 modifiée portant création d'un Centre des métiers de la mer de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 852 CM du 4 juin 2014 modifié portant transformation et réorganisation de l'Institut de formation maritime – pêche et commerce en Centre des métiers de la mer de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1207 CM du 12 juillet 2018 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° /2018/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission des ressources marines, des mines et de la recherche ;

Dans sa séance du

A D O P T E :

Article 1^{er}.- Le montant définitif des recettes du compte financier du Centre des métiers de la mer de Polynésie française pour l'exercice 2017 est arrêté à la somme de deux cent dix millions sept cent cinquante-six mille cinq cent onze francs (210 756 511 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement	191 918 087 F CFP
Section II d'investissement	18 838 424 F CFP
TOTAL	210 756 511 F CFP

Article 2.- Le montant définitif des dépenses du compte financier du Centre des métiers de la mer de Polynésie française pour l'exercice 2017 est arrêté à la somme de deux cent quarante-trois millions cent cinquante-deux mille sept cent soixante-neuf francs (243 152 769 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement	186 022 078 F CFP
Section II d'investissement	57 130 691 F CFP
TOTAL	243 152 769 F CFP

Article 3.- Le compte financier du Centre des métiers de la mer de Polynésie française pour l'exercice 2017 annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I FONCTIONNEMENT	Section II OPERATIONS EN CAPITAL	TOTAL
RECETTES (en F CFP)	191 918 087	18 838 424	210 756 511
DÉPENSES (en F CFP)	186 022 078	57 130 691	243 152 769
RÉSULTATS	5 896 009	- 38 292 267	- 32 396 258

Article 4.- Le résultat d'exploitation de l'exercice 2017, soit un excédent de 5 896 009 F CFP est affecté au compte :

- 1068 : Autres réserves	5 896 009 F CFP
--------------------------------	-----------------

Article 5.- Au 31 décembre de l'exercice 2017, le fonds de roulement du centre des métiers de la mer de Polynésie française est de cent quatorze millions sept cent soixante-cinq mille trois cent soixante et onze francs pacifiques (114 765 371 F CFP).

Article 6.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,

Béatrice LUCAS

Le président,

Gaston TONG SANG

ORIGINAL

**CENTRE DES METIERS DE LA MER DE POLYNESIE
FRANCAISE**

**COMPTE FINANCIER
DE L'EXERCICE 2017**

Présenté par

Monsieur Yves GATTY du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017

Organisme : 110 CENTRE DES METIERS DE LA MER DE P.F.

Exercice : 2017

Ucg : B10 Budget principal

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
139		SUB. INV. INSCR...	8 928 828	8 928 828			100,00
		Sous-total	8 928 828	8 928 828		0	100,00
151		PROVISIONS POUR RISQU					
		Sous-total	0			0	00,00
205		CONCESSIONS DROITS	6 991 792	3 548 200		3 443 592	50,75
		Sous-total	6 991 792	3 548 200		3 443 592	50,75
213		CONSTRUCTIONS	13 833 297	13 655 232		178 065	98,71
		Sous-total	13 833 297	13 655 232		178 065	98,71
215		INST. TECHN. MAT. OU	25 977 940	24 344 121		1 633 819	93,71
		Sous-total	25 977 940	24 344 121		1 633 819	93,71
218		AUT. IMMOB. CORPOR	10 992 433	6 654 310		4 338 123	60,54
		Sous-total	10 992 433	6 654 310		4 338 123	60,54
Total Investissement			66 724 290	57 130 691		9 593 599	85,62

Organisme : 110 CENTRE DES METIERS DE LA MER DE P.F.

Exercice : 2017

Ucg : B10 Budget principal

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
606		ACHATS APPRO. NON ST	5 223 795	5 125 580		98 215	
606	MARINALU	ACHATS APPRO. NON ST	890 000	856 812		33 188	
		Sous-total	6 113 795	5 982 392		131 403	97,85
613		LOCATIONS	2 317 500	2 072 740		244 760	89,44
		Sous-total	2 317 500	2 072 740		244 760	89,44
615	MARINALU	TRAV. ENTR. ET REPAR	250 000	182 252		67 748	
615		TRAV. ENTR. ET REPAR	3 590 000	3 256 838		339 162	
		Sous-total	3 840 000	3 433 090		406 910	89,40
616		PRIMES ASSURANCES	417 761	319 688		98 073	
616	MARINALU	PRIMES ASSURANCES	297 636	297 636			
		Sous-total	715 397	617 324		98 073	86,29
618		DIVERS	350 000	163 025		186 975	46,58
		Sous-total	350 000	163 025		186 975	46,58
622		REMUNERATIONS INTERM					
		Sous-total	0			0	00,00
623		PUBLICITE INFOR PUBL	2 600 000	2 490 968		109 032	95,81
		Sous-total	2 600 000	2 490 968		109 032	95,81
624		TRANS. BIENS. COLL.	2 228 651	2 160 730		67 921	96,95
		Sous-total	2 228 651	2 160 730		67 921	96,95
625		DEPLACEMENTS MISS	3 998 784	3 696 390		302 394	92,44
		Sous-total	3 998 784	3 696 390		302 394	92,44
626		FRAIS POSTAUX ET TEL	1 060 000	877 344		182 656	82,77
		Sous-total	1 060 000	877 344		182 656	82,77
628		CHARGES EXTERNES DIV	17 470 544	15 808 481		1 662 063	90,49
		Sous-total	17 470 544	15 808 481		1 662 063	90,49

Organisme : 110 CENTRE DES METIERS DE LA MER DE P.F.

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2017

Ucg : B10 Budget principal

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
637		AUTRES IMPOTS ET TAX	144 002	72 001		72 001	50,00
		Sous-total	144 002	72 001		72 001	50,00
641		REMUNERATION PERSONN	78 421 502	77 808 276		613 226	99,22
		Sous-total	78 421 502	77 808 276		613 226	99,22
643		RÉMUN PERSON. SUR CR	1 299 867	1 299 867			100,00
		Sous-total	1 299 867	1 299 867		0	100,00
645		CHARGES DE SECURITE	23 384 950	22 940 775		444 175	98,10
		Sous-total	23 384 950	22 940 775		444 175	98,10
647		AUTRES CHARGES SOCIA	160 000	152 000		8 000	95,00
		Sous-total	160 000	152 000		8 000	95,00
651		REDEVANCES BREVETS	211 231	178 991		32 240	84,74
		Sous-total	211 231	178 991		32 240	84,74
654		CHARGES SUR CREANCES					
		Sous-total	0			0	00,00
656		REMUNERATION	29 448 488	27 429 260		2 019 228	93,14
		Sous-total	29 448 488	27 429 260		2 019 228	93,14
681		DOTATIONS AUX AMORTI	18 838 424	18 838 424			100,00
		Sous-total	18 838 424	18 838 424		0	100,00
687		DOT. AMORT. PROV EXC					
		Sous-total	0			0	00,00
Total Fonctionnement			192 603 135	186 022 078		6 581 057	96,58
TOTAL			259 327 425	243 152 769		16 174 656	93,76

Organisme : 110 CENTRE DES METIERS DE LA MER DE P.F.

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2017

Ucg : B10 Budget principal

RECETTES

Compte	Programme	Libellé	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions	% Cred. Cons.
151		PROVIONS POUR RISQU					
		Sous-total	0			0	00,00
280		AMORT. IMMOB. INCORP	5 383 107	5 383 107			100,00
		Sous-total	5 383 107	5 383 107		0	100,00
281		AMORT. IMMOB. CORPOR	13 455 317	13 455 317			100,00
		Sous-total	13 455 317	13 455 317		0	100,00
Total Investissement			18 838 424	18 838 424		0	*****
706		PRESTATIONS SERVICES	19 032 000	18 549 000	- 106 500	589 500	96,90
		Sous-total	19 032 000	18 549 000	- 106 500	589 500	97,46
741		SUBV. EXPLOIT. ETAT	3 699 284	3 699 284			100,00
		Sous-total	3 699 284	3 699 284		0	100,00
744		SUBV. EXPLOIT. P.F	160 190 000	160 190 000			100,00
		Sous-total	160 190 000	160 190 000		0	100,00
758		DIVERS AUTRES PRODUI	550 614	455 066		95 548	82,65
		Sous-total	550 614	455 066		95 548	82,65
765		ESCOMPTE OBTENUS	41 114	41 114			100,00
		Sous-total	41 114	41 114		0	100,00
771		PRODUITS EXCEP. OPER	161 295	161 295			100,00
		Sous-total	161 295	161 295		0	100,00
777		QUOTE-PART SUB INVES	8 928 828	8 928 828			100,00
		Sous-total	8 928 828	8 928 828		0	100,00
787		REPRISES SUR PROVISI					
		Sous-total	0			0	00,00
Total Fonctionnement			192 603 135	192 024 587	- 106 500	685 048	99,70

Paierie de Potynésie Française

ETAT : A

Organisme : 110 CENTRE DES METIERS DE LA MER DE P.F.

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Exercice : 2017

Ucg : B10 Budget principal

RECETTES

Compte	Programme	Libellé	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions	% Cred. Cons.
TOTAL			211 441 559	210 863 011	- 106 500	685 048	99,73

Organisme : 110 CENTRE DES METIERS DE LA MER DE P.F.

Exercice : 2017

Ucg : B10 Budget principal

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

DEPENSES

Compte	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles
13	8 928 828	8 928 828		0
15	0			0
20	6 991 792	3 548 200		3 443 592
21	50 803 670	44 653 663		6 150 007
Total Investissement	66 724 290	57 130 691		9 593 599
60	6 113 795	5 982 392		131 403
61	7 222 897	6 286 179		936 718
62	27 357 979	25 033 913		2 324 066
63	144 002	72 001		72 001
64	103 266 319	102 200 918		1 065 401
65	29 659 719	27 608 251		2 051 468
68	18 838 424	18 838 424		0
Total Fonctionnement	192 603 135	186 022 078		6 581 057
TOTAL	259 327 425	243 152 769		16 174 656

Organisme : 110 CENTRE DES METIERS DE LA MER DE P.F.

Exercice : 2017

Ucg : B10 Budget principal

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

RECETTES

Compte	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions
15	0			0
28	18 838 424	18 838 424		0
Total Investissement	18 838 424	18 838 424		0
70	19 032 000	18 549 000	- 106 500	589 500
74	163 889 284	163 889 284		0
75	550 614	455 066		95 548
76	41 114	41 114		0
77	9 090 123	9 090 123		0
78	0			0
Total Fonctionnement	192 603 135	192 024 587	- 106 500	685 048
TOTAL	211 441 559	210 863 011	- 106 500	685 048

RESULTATS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2017

ETAT C

110 : CENTRE DES METIERS DE LA MER DE POLYNESIE FRANCAISE

Le : 08-FÉVR.-18 14:49:58

B10 : Budget principal

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
Recettes			
Prévisions budgétaires totales	18 838 424	192 603 135	211 441 559
Titres de recettes émis	18 838 424	192 024 587	210 863 011
Réductions de titres		106 500	106 500
Recettes nettes	18 838 424	191 918 087	210 756 511
Dépenses			
Autorisations budgétaires totales	66 724 290	192 603 135	259 327 425
Mandats émis	57 130 691	186 022 078	243 152 769
Annulations de mandats			
Dépenses nettes	57 130 691	186 022 078	243 152 769
RESULTAT DE L'EXERCICE			
Excédent		5 896 009	
Déficit	38 292 267		32 396 258

TABLEAU GENERAL DE L'EXERCICE 2017

ETAT D

110 : CENTRE DES METIERS DE LA MER DE POLYNESIE FRANCAISE

B 110 : Budget Principal

1 - EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE					
Opérations de fonctionnement			Opérations d'investissement		
PRODUITS(classé 7)		191 918 087	Recettes d'investissement		18 838 424
CHARGES(classé 6)		186 022 078	Dépenses d'investissement		57 130 691
Résultat de l'exercice à reporter	Excédent	5 896 009	Solde des opérations d'investissement	Déficit	-38 292 267
2 - SITUATION GENERALE					
	Réserves	Situation initiale	Résultats de l'exercice	Variation de stocks- Provisions	Situation finale
Résultats de fonctionnement reportés	Excédentaires	205 706 247	5 896 009		211 602 256
	Déficitaires		0		
Différence entre investissements et financements	Excédentaires				
	Déficitaires	-58 544 618	-38 292 267		-96 836 885
Situation globale		147 161 629	-32 396 258		114 765 371

Diminution du Fonds de Roulement : -32 396 258

Exercice 2017

BALANCE AU 31/12/17

Ucg B10

Page 001 / 008

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
1068		181 465 147				24 241 100		205 706 247		205 706 247
TOTAL 106		181 465 147				24 241 100		205 706 247		205 706 247
TOTAL 10		181 465 147				24 241 100		205 706 247		205 706 247
110		6 729 990			6 729 990		6 729 990	6 729 990		
TOTAL 110		6 729 990			6 729 990		6 729 990	6 729 990		
TOTAL 11		6 729 990			6 729 990		6 729 990	6 729 990		
120		17 511 110			17 511 110		17 511 110	17 511 110		
TOTAL 120		17 511 110			17 511 110		17 511 110	17 511 110		
TOTAL 12		17 511 110			17 511 110		17 511 110	17 511 110		
1318		134 299 266						134 299 266		134 299 266
TOTAL 131		134 299 266						134 299 266		134 299 266
139										
1391										
13918	115 775 817		8 928 828					124 704 645		124 704 645
TOTAL 139	115 775 817		8 928 828					124 704 645		124 704 645
TOTAL 13	115 775 817	134 299 266	8 928 828					124 704 645	134 299 266	134 299 266
TOTAL 1	115 775 817	340 005 513	8 928 828		24 241 100	24 241 100		148 945 745	364 246 613	124 704 645 340 005 513
203	2 192 784					2 192 784		2 192 784		2 192 784
TOTAL 203	2 192 784					2 192 784		2 192 784		2 192 784
20531	49 124 937									49 124 937
20532	9 711 925		3 548 200					13 260 125		13 260 125
TOTAL 205	58 836 862		3 548 200					62 385 062		62 385 062
TOTAL 20	61 029 646		3 548 200			2 192 784		64 577 846	2 192 784	62 385 062

Exercice 2017

BALANCE AU 31/12/17

Ucg B10

Page 002 / 008

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
21357	91 040 518		13 655 232				104 695 750		104 695 750	
TOTAL 213	91 040 518		13 655 232				104 695 750		104 695 750	
21537	47 176 276		2 083 003				49 259 279		49 259 279	
21547	39 213 952		22 261 118				61 475 070		61 475 070	
21548	13 658 480						13 658 480		13 658 480	
21557	117 624						117 624		117 624	
TOTAL 215	100 166 332		24 344 121				124 510 453		124 510 453	
218										
21817	1 918 927						1 918 927		1 918 927	
21818	294 000						294 000		294 000	
21827	65 819 446		700 000				66 519 446		66 519 446	
21831	7 062 523		2 487 804				9 550 327		9 550 327	
21832	24 332 020		1 724 134				26 056 154		26 056 154	
21847	11 037 239		1 742 372				12 779 611		12 779 611	
2188										
TOTAL 218	110 464 155		6 654 310				117 118 465		117 118 465	
TOTAL 21	301 671 005		44 653 663				346 324 668		346 324 668	
2803		2 192 784				2 192 784	2 192 784	2 192 784		
280531		30 158 861		4 703 635				34 862 496		34 862 496
280532		5 480 612		679 472				6 160 084		6 160 084
TOTAL 280		37 832 257		5 383 107		2 192 784	2 192 784	43 215 364		41 022 580
281357		70 270 709		3 904 847				74 175 556		74 175 556
281537		45 361 343		475 159				45 836 502		45 836 502
281547		20 134 191		4 007 106				24 141 297		24 141 297
281548		13 658 480						13 658 480		13 658 480

Exercice 2017

BALANCE AU 31/12/17

Ucg B10

Page 003 / 008

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
281557		117 624						117 624		117 624
281817		1 918 927						1 918 927		1 918 927
281818		294 000						294 000		294 000
281827		61 896 810		2 884 232				64 781 042		64 781 042
281831				114 856				114 856		114 856
2818317		6 912 403						6 912 403		6 912 403
281832				1 699 355				1 699 355		1 699 355
2818327		18 151 899						18 151 899		18 151 899
281847		9 083 941		369 762				9 453 703		9 453 703
28188										
TOTAL 281		247 800 327		13 455 317				261 255 644		261 255 644
TOTAL 28		285 632 584		18 838 424	2 192 784		2 192 784	304 471 008		302 278 224
TOTAL 2	362 700 651	285 632 584	48 201 863	18 838 424	2 192 784	2 192 784	413 095 298	306 663 792	408 709 730	302 278 224
4011		4 599 591			4 599 591			4 599 591		4 599 591
4012					31 464 969	37 553 476		31 464 969		37 553 476
4041					3 548 200	3 548 200		3 548 200		3 548 200
4042					44 653 663	44 653 663		44 653 663		44 653 663
TOTAL 40		4 599 591			84 266 423	85 755 339		84 266 423		90 354 930
411113	46 718					30 000		46 718	30 000	16 718
411115	921 700					364 570		921 700	364 570	557 130
411116	5 702 448					4 853 765		5 702 448	4 853 765	848 683
411117					19 312 975	12 520 504		19 312 975	12 520 504	6 792 471
TOTAL 41	6 670 866				19 312 975	17 768 839		25 983 841	17 768 839	8 215 002

Exercice 2017

BALANCE AU 31/12/17

Ucg B10

Page 004 / 008

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
421		8 000			70 524 716	70 763 319	70 524 716	70 771 319		246 603
427					32 350	32 350	32 350	32 350		
TOTAL 42		8 000			70 557 066	70 795 669	70 557 066	70 803 669		246 603
431					29 608 233	32 516 701	29 608 233	32 516 701		2 908 468
TOTAL 43					29 608 233	32 516 701	29 608 233	32 516 701		2 908 468
4417	3 699 284				163 889 284	163 889 284	167 588 568	163 889 284	3 699 284	
TOTAL 44	3 699 284				163 889 284	163 889 284	167 588 568	163 889 284	3 699 284	
4661		24 274			26 004 040	26 350 158	26 004 040	26 374 432		370 392
4663					46 200	46 200	46 200	46 200		
4664		63 735			196 500	334 124	196 500	397 859		201 359
TOTAL 46		88 009			26 246 740	26 730 482	26 246 740	26 818 491		571 751
4713		126 295			15 438 962	15 422 609	15 438 962	15 548 904		109 942
4714					934 948	934 948	934 948	934 948		
4718		180 000			7 044 284	6 935 284	7 044 284	7 115 284		71 000
TOTAL 47		306 295			23 418 194	23 292 841	23 418 194	23 599 136		180 942
TOTAL 4	10 370 150	5 001 895			417 298 915	420 749 155	427 669 065	425 751 050	11 914 286	9 996 271
5117	45 000					45 000	45 000	45 000		
515	141 748 374				181 745 094	210 646 112	323 493 468	210 646 112	112 847 356	

Exercice 2017

BALANCE AU 31/12/17

Ucg B10

Page 005 / 008

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
581					27 767 252	27 767 252	27 767 252	27 767 252		
TOTAL 5	141 793 374				209 512 346	238 458 364	351 305 720	238 458 364	112 847 356	
60611			2 223 394				2 223 394			
60612			369 425				369 425			
60617			55 432				55 432			
6063			1 840 915				1 840 915			
6064			761 543				761 543			
6067			731 683				731 683			
TOTAL 60			5 982 392				5 982 392			
6132			1 615 332				1 615 332			
6135			457 408				457 408			
6152			60 116				60 116			
6155			651 103				651 103			
6156			2 721 871				2 721 871			
616			617 324				617 324			
6183			163 025				163 025			
TOTAL 61			6 286 179				6 286 179			
6231			2 389 268				2 389 268			
6236			101 700				101 700			

Exercice 2017

BALANCE AU 31/12/17

Ucg B10

Page 006 / 008

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
6247			910 010				910 010			
6248			1 250 720				1 250 720			
6251			3 696 390				3 696 390			
6261			817 844				817 844			
6262			59 500				59 500			
6286			904 000				904 000			
6288			14 904 481				14 904 481			
TOTAL 62			25 033 913				25 033 913			
6378			72 001				72 001			
TOTAL 63			72 001				72 001			
64111			77 808 276				77 808 276			
64311			1 297 255				1 297 255			
643111			2 612				2 612			
64511			22 940 775				22 940 775			
647			152 000				152 000			
TOTAL 64			102 200 918				102 200 918			
651			98 880				98 880			
6511			80 111				80 111			

Exercice 2017

BALANCE AU 31/12/17

Ucg B10

Page 007 / 008

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
6561			25 139 268					25 139 268		
6562			2 289 992					2 289 992		
TOTAL 65			27 608 251					27 608 251		
68111			5 383 107					5 383 107		
68112			13 455 317					13 455 317		
TOTAL 68			18 838 424					18 838 424		
TOTAL 6			186 022 078					186 022 078		
706			106 500	18 549 000				106 500	18 549 000	
TOTAL 70			106 500	18 549 000				106 500	18 549 000	
741				3 699 284					3 699 284	
7441				160 190 000					160 190 000	
TOTAL 74				163 889 284					163 889 284	
758				455 066					455 066	
TOTAL 75				455 066					455 066	
765				41 114					41 114	
TOTAL 76				41 114					41 114	
7716				161 295					161 295	

Exercice 2017

BALANCE AU 31/12/17

Ucg B10

Page 008 / 008

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
777				8 928 828				8 928 828		
TOTAL 77				9 090 123				9 090 123		
TOTAL 7			106 500	192 024 587			106 500	192 024 587		
Résultat									5 896 009	
Résultat ONB										
TOTAL	630 639 992	630 639 992	243 259 269	210 863 011	653 245 145	685 641 403	1 527 144 406	1 527 144 406	658 176 017	658 176 017

ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
201 Frais d'établissement				
203 Frais de recherche et de développement				
205 Concessions et droits similaires	62 385 062	41 022 580	21 362 482	23 197 389
206 Droit au bail				
208 Autres immobilisations incorporelles				
237 Avances et acomptes				
232 Immobilisations incorporelles en cours				
<u>Immobilisations corporelles</u>				
211 Terrains				
212 Aménagements de terrains				
213 Constructions	104 695 750	74 175 556	30 520 194	20 769 809
214 Constructions sur sol d'autrui				
215 Installations techniques, matériels, outillage	124 510 453	83 753 903	40 756 550	20 894 694
216 Collections				
218 Autres immobilisations	117 118 465	103 326 185	13 792 280	12 206 175
231 Immobilisations corporelles en cours				
238 Avances et acomptes				
<u>Immobilisations financières</u>				
261 Participations et créances rattachées à la participation				
271 Titres immobilisés (droits de propriété)				
272 Titres immobilisés (droits de créance)				

ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
<u>Immobilisations financières</u>				
274 Prêts				
275 Dépôts et cautionnements versés				
277 Autres créances immobilisées				
TOTAL 1	408 709 730	302 278 224	106 431 506	77 068 067
ACTIF CIRCULANT				
<u>Stocks en cours</u>				
371 Marchandises (à revendre en l'état)				
<u>Créances d'exploitation : Clients</u>				
411 Clients divers	8 215 002		8 215 002	6 670 866
<u>Créances d'exploitation : autres</u>				
429 Déficit et débet des régisseurs				
436 Produits à recevoir CPS				
4411 Subventions d'investissement				
4417 Subventions d'exploitation	3 699 284		3 699 284	3 699 284
445 TVA				
462 Créances sur cession d'immobilisations				
463 Autres comptes débiteurs				
458 Comptabilités distinctes rattachées				
4581 Maîtrise d'ouvrage				
443 Opérations part. avec état et collectivités				

ACTIF	Exercice 2017			Exercice 2016
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
<u>Créances d'exploitation : autres</u>				
4684 Produits à recevoir sur RA				
4687 Produits à recevoir				
<u>Créances diverses</u>				
50 Valeurs mobilières de placement				
5117 Chèques impayés				45 000
515 Compte au Trésor	112 847 356		112 847 356	141 748 374
543 Régie d'avance				
545 Régie de recettes				
531 Caisse				
TOTAL 2	124 761 642		124 761 642	152 163 524
COMPTES DE REGULARISATION				
<u>Comptes de régularisation</u>				
481 Charges à répartir				
472 Dépenses à régulariser				
486 Charges constatées d'avance				
TOTAL 3				
TOTAL GENERAL	533 471 372	302 278 224	231 193 148	229 231 591

PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
	NET	NET
CAPITAUX PROPRES		
102 Affectations		
103 Biens remis en pleine propriété des établissements		
106 Réserves	205 706 247	181 465 147
110 Report à nouveau (solde créditeur)		6 729 990
119 Report à nouveau (perte)		
120 Résultat de l'exercice (bénéfices)	5 896 009	17 511 110
129 Résultat de l'exercice (pertes)		
13 Subventions d'investissement	9 594 621	18 523 449
TOTAL 1	221 196 877	224 229 696
PROVISIONS		
15 Provisions pour risques et charges		
TOTAL 2		
DETTES		
<u>Dettes Financières</u>		
16 sauf 165 Emprunts auprès des établissements		
165 Dépôts et cautionnements reçus		
519 Concours bancaires courants		
<u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u>		
401 Fournisseurs	6 088 507	4 599 591

PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
	NET	NET
<u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u>		
408 Fournisseurs-Factures non parvenues		
<u>Dettes d'exploitation: Fiscales et sociales</u>		
421 Personnel	246 603	8 000
427 Oppositions		
431 CPS	2 908 468	
438 Autres charges sociales		
428 Personnel - Charges à payer		
445 TVA		
<u>Dettes d'exploitation: Dettes diverses</u>		
404 Fournisseurs d'immobilisation		
407 Oppositions		
4191 Avances et acomptes reçus		
4582 Maîtrise d'ouvrage		
466 Crédoeurs divers	571 751	88 009
467 Autres comptes crédoeurs		
4682 Charges à payer sur RA		
473 Recettes à transférer		
TOTAL 3	9 815 329	4 695 600
COMPTES DE REGULARISATION		
4386 Autres charges à payer		

110 CENTRE DES METIERS DE LA MER DE POLYNESIE FRANCAISE

Ucg : B10

PASSIF	Exercice 2017	Exercice 2016
	NET	NET
471 Recettes à classer	180 942	306 295
487 Produits constatés d'avance		
4781 Frais de poursuites		
448 Territoire Charges à payer		
477 Gain au change		
TOTAL 4	180 942	306 295
TOTAL GENERAL	231 193 148	229 231 591

Total Classe 1.	221 196 877
Fonds de roulement consolidé des provisions pour créances douteuses	114 765 371

CHARGES (hors taxes)	Exercice 2017	Exercice 2016
CHARGES D'EXPLOITATION		
<u>Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice</u>		
607,608 Achats de marchandises		
6037 Variation des stocks de marchandises		
609 Rabais,remises, ristournes obtenus sur achat		
CONSOMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS		
<u>Achats stockés d'approvisionnements</u>	12 268 571	9 652 164
601 Achats de matières premières		
602 Autres approvisionnements		
603 sauf 6037 Variation des stocks d'approvisionnement		
61 Achats de sous-traitance	6 286 179	5 888 061
604,605,606 Achats non stockés de matière et fournitures	5 982 392	3 764 103
<u>Services extérieurs</u>	25 033 913	28 701 910
621 Personnel intérimaire		
62 sauf 621 Autres	25 033 913	28 701 910
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		
<u>Impôts</u>	72 001	
63 Impôts	72 001	
<u>Charges de personnel</u>	102 200 918	107 669 885
641 Rémunération du personnel permanent	77 808 276	82 651 216
643 Rémunération du personnel sur crédits	1 299 867	974 685
644 Rémunération du personnel recruté sur convention		

CHARGES (hors taxes)	Exercice 2017	Exercice 2016
<u>Charges de personnel</u>		
645 Charges sociales	22 940 775	23 955 984
646,647,648 Autres	152 000	88 000
<u>Autres charges</u>		
65 Autres charges de gestion courante	27 608 251	24 848 450
<u>Charges financières</u>		
686 Dotations aux amortissements et aux provisions		
661 Charges d'intérêts		
665 Escomptes accordés		
666 Pertes au change		
667 Charge nette sur cession de valeurs mobilières de placement		
668 Autres charges financières		
<u>Charges exceptionnelles</u>		
671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice		
672 Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs		
675 Valeur comptable des éléments d'actif cédés		
678 Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital		
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>	18 838 424	22 715 264

CHARGES (hors taxes)	Exercice 2017	Exercice 2016
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>		
681 Sur immobilisations : dotations aux amortissements et aux provisions (e	18 838 424	18 715 264
687 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges exceptionnelle		4 000 000
<u>Impôts sur les bénéfices</u>		
69 Impôts sur les bénéfices		
Sous - total	186 022 078	193 587 673
Solde créditeur : Bénéfice	5 896 009	17 511 110
TOTAL GENERAL	191 918 087	211 098 783

PRODUITS (hors taxes)	Exercice 2017	Exercice 2016
PRODUITS D'EXPLOITATION		
707 Ventes de marchandises vendues dans l'exercice		
<u>Production vendue</u>	18 442 500	21 101 585
701 702 703 Ventes		
704 Travaux		
705 706 708 Prestations de services et études, activités annexes	18 442 500	21 101 585
709 Rabais, remises et ristournes accordées par l'établissement		
Montant net du chiffre d'affaires	18 442 500	21 101 585
<u>Production stockée</u>		
7133 En cours de production de biens		
7134 En cours de production de services		
7135 Produits		
<u>Production immobilisée</u>		
72 Production immobilisée		
<u>Subvention d'exploitation</u>	163 889 284	163 889 284
74 Subvention d'exploitation	163 889 284	163 889 284
<u>Reprises sur amortissements et provisions</u>		4 000 000
78 Reprises sur amortissements et provisions		4 000 000
<u>Transferts de charges</u>		
79 Transferts de charges		
<u>Autres produits</u>	455 066	2 112 194

PRODUITS (hors taxes)	Exercice 2017	Exercice 2016
<u>Autres produits</u>		
75 Autres produits	455 066	2 112 194
PRODUITS FINANCIERS		
<u>Produits financiers</u>	41 114	40 996
761 De participation		
762 D'autres immobilisations financières		
763 D'autres créances		
764 Revenus de valeurs mobilières de placement		
765 Escomptes obtenus	41 114	40 996
766 Gains de change		
767 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
768 Autres produits financiers		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
<u>Produits exceptionnels</u>	9 090 123	19 954 724
771 Produits exceptionnels sur opérations de gestion	161 295	
775 Produits de cessions d'éléments d'actifs		
776 Produits issus de la neutralisation des amortissements		
777 Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat	8 928 828	19 954 724
778 Autres produits exceptionnels		
774 Produits exceptionnels ope. antérieures		
Sous - total	191 918 087	211 098 783
TOTAL GENERAL	191 918 087	211 098 783

VALEURS INACTIVES

110 CENTRE DES METIERS DE LA MER DE POLYNESIE FRANCAISE

EXERCICE 2017

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
COMPTE	INTITULE	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débit	Créditeur

NEANT

BALANCE DEFINITIVE DE L'EXERCICE 2017

110 INSTITUT DE FORMATION MARITIME - PECHE ET COMMERCE

COMPTES	DEBIT	CREDIT
1068		205 706 247
120		5 896 009
1318		134 299 266
13918	124 704 645	
20531	49 124 937	
20532	13 260 125	
21357	104 695 750	
21537	49 259 279	
21547	61 475 070	
21548	13 658 480	
21557	117 624	
21817	1 918 927	
21818	294 000	
21827	66 519 446	
21831	9 550 327	
21832	26 056 154	
21847	12 779 611	
280531		34 862 496
280532		6 160 084
281357		74 175 556
281537		45 836 502
281547		24 141 297
281548		13 658 480
281557		117 624

BALANCE DEFINITIVE DE L'EXERCICE 2017

110 INSTITUT DE FORMATION MARITIME - PECHE ET COMMERCE

COMPTES	DEBIT	CREDIT
281817		1 918 927
281818		294 000
281827		64 781 042
281831		114 856
2818317		6 912 403
281832		1 699 355
2818327		18 151 899
281847		9 453 703
4012		6 088 507
411113	16 718	
411115	557 130	
411116	848 683	
411117	6 792 471	
421		246 603
431		2 908 468
4417	3 699 284	
4661		370 392
4664		201 359
4713		109 942
4718		71 000
515	112 847 356	
TOTAUX	658 176 017	658 176 017

Le comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte financier. Il affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'Etablissement et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A Papeete, le 13 FEV. 2018



Le Payeur
de la Polynésie Française

Yves GATTY

Vu et mis en état d'examen
sur chèque

par la Direction des Finances
publiques de la Polynésie Française

Le : 08 MAR. 2018

~~avec~~/sans observation(s)

Le Directeur

Le Fondé de pouvoir

Dominique GROSJEAN

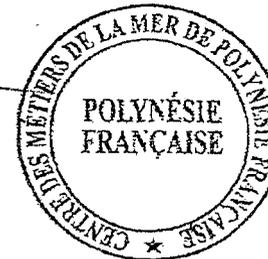
L'Ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des mandats de dépenses et du montant des titres de recette inscrits au présent compte financier.

10 AVR. 2018

A Papeete, le

Le Directeur

François VOIRIN



Adopté par le conseil d'Administration dans sa séance du

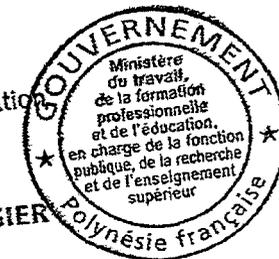
10 AVR. 2018

A Papeete, le

Le président du conseil d'Administration,

La Présidente
du Conseil d'Administration

Priscille, Tea FROGIER



**CENTRE DES METIERS DE LA MER DE POLYNESIE
FRANCAISE**

ATTESTATION DE CONFORMITE

**L'ordonnateur soussigné certifie que les montants des opérations budgétaires mentionnés sur la balance générale au 31/12/2017
correspondent à la totalité des opérations budgétaires mandatées et mises en recouvrement par l'établissement au titre
de l'exercice 2017**

**Cette attestation remplace la validation générale portée sur les derniers bordereaux de mandats et de titres.
Celle-ci n'est plus possible du fait de la non intégration dans Poly-GF du montant des rejets effectués par le comptable dans le
cumul des émissions des mandats et des ordres de recette.**

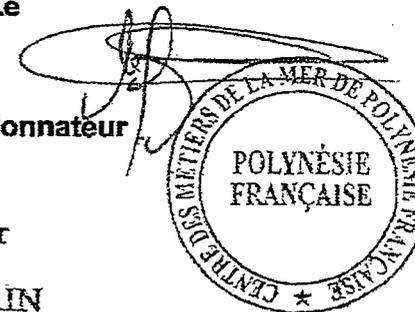
A Papeete,
Le

10 AVR. 2018

L'ordonnateur

Le Directeur

François VOIRIN



**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : IFM1600590DL

DÉLIBÉRATION N° 2017-22/APF

DU 9 MARS 2017

portant approbation du compte financier du
Centre des métiers de la mer de Polynésie française
pour l'exercice 2015 et affectation de son résultat

LA COMMISSION PERMANENTE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 80-20 du 14 février 1980 modifiée portant création d'un Centre des métiers de la mer de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 852 CM du 4 juin 2014 modifié portant transformation et réorganisation de l'Institut de formation maritime - pêche et commerce en Centre des métiers de la mer de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1063 CM du 29 juillet 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 507/2017/APF/SG du 27 février 2017 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 13-2017 du 27 janvier 2017 de la commission des ressources marines, des mines et de la recherche ;

Dans sa séance du 9 mars 2017 ;

ADOPTÉ :

Article 1^{er}.- Le montant définitif des recettes du compte financier du Centre des métiers de la mer de Polynésie française pour l'exercice 2015 est arrêté à la somme de DEUX CENT ONZE MILLIONS CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE CINQ CENT CINQUANTE HUIT FRANCS (211 178 558 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement	190 610 058 F CFP
Section II d'investissement	20 568 500 F CFP
TOTAL	211 178 558 F CFP

Article 2.- Le montant définitif des dépenses du compte financier du Centre des métiers de la mer de Polynésie française pour l'exercice 2015 est arrêté à la somme de CENT QUATRE VINGT HUIT MILLIONS SIX CENT QUATRE MILLE TROIS CENT CINQUANTE SEPT FRANCS (188 604 357 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement	183 880 068 F CFP
Section II d'investissement	4 724 289 F CFP
TOTAL	188 604 357 F CFP

Article 3.- Le compte financier du Centre des métiers de la mer de Polynésie française pour l'exercice 2015 annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

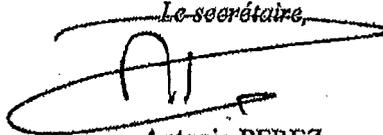
	Section I FONCTIONNEMENT	Section II OPÉRATIONS EN CAPITAL	TOTAL
RECETTES (en F CFP)	190 610 058	20 568 500	211 178 558
DÉPENSES (en F CFP)	183 880 068	4 724 289	188 604 357
RÉSULTATS	6 729 990	15 844 211	22 574 201

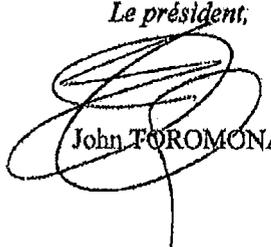
Article 4.- Le résultat d'exploitation de l'exercice 2015, soit un excédent de 6 729 990 F CFP, est affecté au compte :

- 1068 : Autres réserves 6 729 990 F CFP.

Article 5.- Au 31 décembre 2015, le fonds de roulement du Centre des métiers de la mer de Polynésie française est de CENT SOIXANTE NEUF MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE NEUF MILLE TROIS CENT SOIXANTE SIX FRANCS (169 269 366 F CFP).

Article 6.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,

 Antonio PEREZ

Le président,

 John TOROMONA

PG 5 2/2

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : IFM1700467DL

DÉLIBÉRATION N° 2017-112/APF

DU 16 NOVEMBRE 2017

portant approbation du compte financier de
l'exercice 2016 du Centre des métiers de la mer de
Polynésie française et affectation de son résultat

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 80-20 du 14 février 1980 modifiée portant création d'un Centre des métiers de la mer de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 852 CM du 4 juin 2014 modifié portant transformation et réorganisation de l'Institut de formation maritime - pêche et commerce en Centre des métiers de la mer de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1072 CM du 10 juillet 2017 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2869/2017/APF/SG du 10 novembre 2017 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 145-2017 du 9 novembre 2017 de la commission des ressources marines, des mines et de la recherche ;

Dans sa séance du 16 novembre 2017 ;

ADOPTÉ :

Article 1^{er}.- Le montant définitif des recettes du compte financier du Centre des métiers de la mer de Polynésie française pour l'exercice 2016 est arrêté à la somme de deux cent trente-trois millions huit cent quatorze mille quarante-sept francs (233 814 047 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement	211 098 783 F CFP
Section II d'investissement	22 715 264 F CFP
TOTAL	233 814 047 F CFP

Article 2.- Le montant définitif des dépenses du compte financier du Centre des métiers de la mer de Polynésie française pour l'exercice 2016 est arrêté à la somme de deux cent cinquante-cinq millions neuf cent vingt-et-un mille sept cent quatre-vingt-quatre francs (255 921 784 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement	193 587 673 F CFP
Section II d'investissement	62 334 111 F CFP
TOTAL	255 921 784 F CFP

Article 3.- Le compte financier du Centre des métiers de la mer de Polynésie française pour l'exercice 2016 annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I FONCTIONNEMENT	Section II OPÉRATIONS EN CAPITAL	TOTAL
RECETTES (en F CFP)	211 098 783	22 715 264	233 814 047
DÉPENSES (en F CFP)	193 587 673	62 334 111	255 921 784
RÉSULTATS	17 511 110	- 39 618 847	- 22 107 737

Article 4.- Le résultat d'exploitation de l'exercice 2016, soit un excédent de 17 511 110 F CFP, est affecté au compte :

- 1068 : Autres réserves 17 511 110 F CFP.

Article 5.- Au 31 décembre de l'exercice 2016, le fonds de roulement du Centre des métiers de la mer de Polynésie française est de cent quarante-sept millions cent soixante et un mille six cent vingt-neuf francs pacifiques (147 161 629 F CFP).

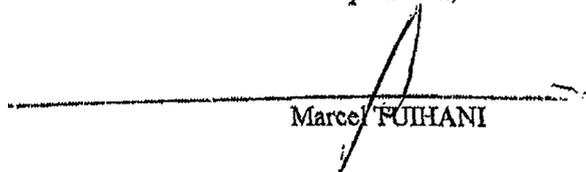
Article 6.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,



Loïs SALMON-AMARU

Le président,



Marcel FUIHANI

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Art. / Paragraphe./Ss-para.	DEPENSES		
	Ordonnateur (1)	Trésor (2)	Ecart (5 = 1 - 2)
139 / 1391 / 13918	8 928 828	8 928 828	0
Total Paragraphe 1391	8 928 828	8 928 828	0
Total Article 139	8 928 828	8 928 828	0
TOTAL Chap. 13	8 928 828	8 928 828	0
205 / 2053 / 20532	3 548 200	3 548 200	0
Total Paragraphe 2053	3 548 200	3 548 200	0
Total Article 205	3 548 200	3 548 200	0
TOTAL Chap. 20	3 548 200	3 548 200	0
213 / 2135 / 21357	13 655 232	13 655 232	0
Total Paragraphe 2135	13 655 232	13 655 232	0
Total Article 213	13 655 232	13 655 232	0
215 / 2153 / 21537	2 083 003	2 083 003	0
Total Paragraphe 2153	2 083 003	2 083 003	0
215 / 2154 / 21547	22 261 118	22 261 118	0
Total Paragraphe 2154	22 261 118	22 261 118	0
Total Article 215	24 344 121	24 344 121	0
218 / 2182 / 21827	700 000	700 000	0
Total Paragraphe 2182	700 000	700 000	0
218 / 2183 / 21831	2 487 804	2 487 804	0
218 / 2183 / 21832	1 724 134	1 724 134	0
Total Paragraphe 2183	4 211 938	4 211 938	0
218 / 2184 / 21847	1 742 372	1 742 372	0
Total Paragraphe 2184	1 742 372	1 742 372	0
Total Article 218	6 654 310	6 654 310	0
TOTAL Chap. 21	44 653 663	44 653 663	0
TOTAL GENERAL	57 130 691	57 130 691	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Art. / Paragraphe / Ss-para.	DEPENSES		
	Ordonnateur (1)	Trésor (2)	Ecart (6 = 1 - 2)
606 / 6061 / 60611	2 223 394	2 223 394	0
606 / 6061 / 60612	369 425	369 425	0
606 / 6061 / 60617	55 432	55 432	0
Total Paragraphe 6061	2 648 251	2 648 251	0
606 / 6063 /	1 840 915	1 840 915	0
Total Paragraphe 6063	1 840 915	1 840 915	0
606 / 6064 /	761 543	761 543	0
Total Paragraphe 6064	761 543	761 543	0
606 / 6067 /	731 683	731 683	0
Total Paragraphe 6067	731 683	731 683	0
Total Article 606	5 982 392	5 982 392	0
TOTAL Chap. 60	5 982 392	5 982 392	0
613 / 6132 /	1 615 332	1 615 332	0
Total Paragraphe 6132	1 615 332	1 615 332	0
613 / 6135 /	457 408	457 408	0
Total Paragraphe 6135	457 408	457 408	0
Total Article 613	2 072 740	2 072 740	0
615 / 6162 /	60 116	60 116	0
Total Paragraphe 6162	60 116	60 116	0
615 / 6165 /	651 103	651 103	0
Total Paragraphe 6165	651 103	651 103	0
615 / 6156 /	2 721 871	2 721 871	0
Total Paragraphe 6156	2 721 871	2 721 871	0
Total Article 615	3 433 090	3 433 090	0
Total Article 616	617 324	617 324	0
618 / 6183 /	163 025	163 025	0
Total Paragraphe 6183	163 025	163 025	0
Total Article 618	163 025	163 025	0
TOTAL Chap. 61	6 286 179	6 286 179	0
623 / 6231 /	2 389 268	2 389 268	0
Total Paragraphe 6231	2 389 268	2 389 268	0
623 / 6236 /	101 700	101 700	0
Total Paragraphe 6236	101 700	101 700	0
Total Article 623	2 490 968	2 490 968	0
624 / 6247 /	910 010	910 010	0
Total Paragraphe 6247	910 010	910 010	0
624 / 6248 /	1 250 720	1 250 720	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Art. / Paragraphe./Ss-para.	DEPENSES		
	Ordonnateur (1)	Trésor (2)	Ecart (5 = 1 - 2)
Total Paragraphe 6248	1 250 720	1 250 720	0
Total Article 624	2 160 730	2 160 730	0
625 / 6251 /	3 696 390	3 696 390	0
Total Paragraphe 6251	3 696 390	3 696 390	0
Total Article 625	3 696 390	3 696 390	0
626 / 6261 /	817 844	817 844	0
Total Paragraphe 6261	817 844	817 844	0
626 / 6262 /	59 500	59 500	0
Total Paragraphe 6262	59 500	59 500	0
Total Article 626	877 344	877 344	0
628 / 6286 /	904 000	904 000	0
Total Paragraphe 6286	904 000	904 000	0
628 / 6288 /	14 904 481	14 904 481	0
Total Paragraphe 6288	14 904 481	14 904 481	0
Total Article 628	15 808 481	15 808 481	0
TOTAL Chap. 62	25 033 913	25 033 913	0
637 / 6378 /	72 001	72 001	0
Total Paragraphe 6378	72 001	72 001	0
Total Article 637	72 001	72 001	0
TOTAL Chap. 63	72 001	72 001	0
641 / 6411 / 64111	77 808 276	77 808 276	0
Total Paragraphe 6411	77 808 276	77 808 276	0
Total Article 641	77 808 276	77 808 276	0
643 / 6431 / 64311	1 297 256	1 297 256	0
643 / 6431 / 643111	2 612	2 612	0
Total Paragraphe 6431	1 299 867	1 299 867	0
Total Article 643	1 299 867	1 299 867	0
645 / 6451 / 64511	22 940 775	22 940 775	0
Total Paragraphe 6451	22 940 775	22 940 775	0
Total Article 645	22 940 775	22 940 775	0
Total Article 647	152 000	152 000	0
TOTAL Chap. 64	102 200 918	102 200 918	0
651 / 6511 /	80 111	80 111	0
Total Paragraphe 6511	80 111	80 111	0
Total Article 651	178 991	178 991	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Art. / Paragraphe./Ss-para.	DEPENSES		
	Ordonnateur (1)	Trésor (2)	Ecart (5 = 1 - 2)
656 / 6561 /	25 139 268	25 139 268	0
Total Paragraphe 6561	25 139 268	25 139 268	0
656 / 6562 /	2 289 992	2 289 992	0
Total Paragraphe 6562	2 289 992	2 289 992	0
Total Article 656	27 429 260	27 429 260	0
TOTAL Chap. 65	27 608 251	27 608 251	0
681 / 6811 / 68111	5 383 107	5 383 107	0
681 / 6811 / 68112	13 455 317	13 455 317	0
Total Paragraphe 6811	18 838 424	18 838 424	0
Total Article 681	18 838 424	18 838 424	0
TOTAL Chap. 68	18 838 424	18 838 424	0
TOTAL GENERAL	186 022 078	186 022 078	0

**ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Art. / Paragraphe./Ss-para.	RECETTES		
	Ordonnateur (1)	Trésor (2)	Ecart (5 = 1 - 2)
280 / 2805 / 280531	4 703 635	4 703 635	0
280 / 2805 / 280532	679 472	679 472	0
Total Paragraphe 2805	5 383 107	5 383 107	0
Total Article 280	5 383 107	5 383 107	0
281 / 2813 / 281357	3 904 847	3 904 847	0
Total Paragraphe 2813	3 904 847	3 904 847	0
281 / 2815 / 281537	476 159	476 159	0
281 / 2815 / 281547	4 007 106	4 007 106	0
Total Paragraphe 2815	4 482 265	4 482 265	0
281 / 2818 / 281827	2 884 232	2 884 232	0
281 / 2818 / 281831	114 856	114 856	0
281 / 2818 / 281832	1 699 355	1 699 355	0
281 / 2818 / 281847	369 762	369 762	0
Total Paragraphe 2818	5 068 205	5 068 205	0
Total Article 281	13 455 317	13 455 317	0
TOTAL Chap. 28	18 838 424	18 838 424	0
TOTAL GENERAL	18 838 424	18 838 424	0

**ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Art. / Paragraphe./Ss-para.	RECETTES			Ecart (5 = 1 - 2)
	Ordonnateur (1)	Trésor (2)		
Total Article 708	18 442 500	18 442 500		0
TOTAL Chap. 70	18 442 500	18 442 500		0
Total Article 741	3 699 284	3 699 284		0
744 / 7441 /	160 190 000	160 190 000		0
Total Paragraphe 7441	160 190 000	160 190 000		0
Total Article 744	160 190 000	160 190 000		0
TOTAL Chap. 74	163 889 284	163 889 284		0
Total Article 758	455 066	455 066		0
TOTAL Chap. 75	455 066	455 066		0
Total Article 765	41 114	41 114		0
TOTAL Chap. 76	41 114	41 114		0
771 / 7716 /	161 295	161 295		0
Total Paragraphe 7716	161 295	161 295		0
Total Article 771	161 295	161 295		0
Total Article 777	8 928 828	8 928 828		0
TOTAL Chap. 77	9 090 123	9 090 123		0
TOTAL GENERAL	191 918 087	191 918 087		0